ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΟΥ ΒΑΣΙΛΕΙΟΥ ΤΗΣ ΕΛΛΑΔΟΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ ΤΗ 12 ΜΑΡΤΙΟΥ 1968	ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ	ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ 80

ΑΝΑΓΚΑΣΤΙΚΟΣ ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 280

Περὶ κυρώσεως τῶν πράξεων α) τῆς Εὐρωπαϊκῆς Διασκέψεως Ταχυδρομείων καὶ Τηλεπικοινωνιῶν (CEPT) καὶ β) τῆς Συμφωνίας τῆς Λουμπλιάνας περὶ τῆς καὶ' εὐθεῖαν κυκλοφορίας Ταχυδρομικοῦ ὀχήματος Μονάχου —Κωνσταντινουπόλεως—Μονάχου.

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ
ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Προτάσει τοῦ Ἡμετέρου Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου, ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν.

Ἄρθρον 1.

Κυροῦται ἡ ὑπὸ τῆς ἐν Montreux συνελθούσης Εὐρωπαϊκῆς Διασκέψεως Ταχυδρομείων καὶ Τηλεπικοινωνιῶν συναφθεῖσα τὴν 26ην Ἰουλίου 1959 Συμφωνία διὰ τὴν σύσφιγξιν τῶν σχέσεων καὶ τὴν ἐναρμόνισιν καὶ πρακτικὴν βελτίωσιν τῶν διοικητικῶν καὶ τεχνικῶν Ταχυδρομικῶν Ὑπηρεσιῶν τῶν μετασχουσῶν χωρῶν, ὡς καὶ ὁ κανονισμὸς ἐκτελέσεως αὐτῆς, κατὰ τὰ ὡς ἕπεται κείμενα εἰς τὴν Γαλλικὴν γλῶσσαν καὶ ἐν Ἑλληνικῇ μεταφράσει.

Ἄρθρον 2.

Κυροῦται ἡ ἐν Λουμπλιάνα συναφθεῖσα τὴν 1ην Ἀπριλίου 1965 Συμφωνία μεταξὺ τῶν ἐκπροσώπων τῶν Ταχυδρομικῶν Ὑπηρεσιῶν Αὐστρίας, Βουλγαρίας, Γερμανίας, Γιουγκοσλαβίας, Ἑλλάδος καὶ Τουρκίας ἀφορῶσα τὴν καθιέρωσιν κατ' εὐθεῖαν κυκλοφορίας Ταχυδρομικῶν βαγονίων ἐπὶ τῆς διαδρομῆς Μονάχου—Κωνσταντινουπόλεως—Μονάχου, πρὸς τὸν σκοπὸν τῆς ἐπιταχύνσεως τῆς μεταφορᾶς τοῦ Διεθνοῦς Ταχυδρομείου, δι' ἀποφυγῆς μεταφορτώσεων, κατὰ τὰ ὡς ἕπεται κείμενα εἰς τὴν Γαλλικὴν γλῶσσαν καὶ ἐν Ἑλληνικῇ μεταφράσει.

Ἄρθρον 3.

Εἰς τὸν προϋπολογισμὸν τοῦ Ὑπουργείου Συγκοινωνιῶν ἐγγράφονται αἱ σχετικαὶ πιστώσεις πρὸς ἀντιμετώπισιν τῶν, ἐκ τῶν κατὰ τὰ ἄρθρα πρῶτον καὶ δεύτερον τοῦ παρόντος Συμφωνιῶν, προκυπτουσῶν ὑποχρεώσεων.

Ἄρθρον 4.

Ἡ ἰσχὺς τοῦ παρόντος ἄρχεται ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας ὑπογραφῆς ἑκάστης τῶν ἐν ἄρθροις 1 καὶ 2 Συμφωνιῶν.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 8 Φεβρουαρίου 1968

Ἐν Ὀνόματι τοῦ Βασιλέως

Ο ΑΝΤΙΒΑΣΙΛΕΥΣ
ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΖΩΙΤΑΚΗΣ

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
Γ. ΠΑΠΑΔΟΠΟΥΛΟΣ

Ο ΑΝΤΙΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΣΤΥΛ. ΠΑΤΤΑΚΟΣ

ΤΑ ΜΕΛΗ

Ν. ΜΑΚΑΡΕΖΟΣ, ΚΩΝ. ΚΑΛΑΜΠΟΚΙΑΣ, ΠΑΝΑΓ. ΤΖΕΒΕΛΕΚΟΣ, ΘΕΟΦ. ΠΑΠΑΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΥ, ΑΔΑΜ. ΑΝΔΡΟΥΤΣΟΠΟΥΛΟΣ, ΚΩΝΣΤ. ΠΑΠΑΔΗΜΗΤΡΙΟΥ ΠΑΤΑ. ΤΟΤΟΜΗΣ, ΑΛΕΞ. ΜΑΤΘΑΙΟΥ, ΕΤΣΤΑΘ. ΠΟΥΛΑΝΤΖΑΣ, ΑΘ. Ν. ΑΘΑΝΑΣΙΟΥ, ΔΗΜ. ΠΟΥΛΕΑΣ, ΣΠ. ΛΙΖΑΡΔΟΣ, Γ. ΓΕΩΡΓΑΚΕΛΟΣ, ΣΠΥΡ. ΛΑΜΠΙΡΗΣ, ΜΙΧ. ΣΙΔΕΡΑΤΟΣ.

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 9 Φεβρουαρίου 1968

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΚΩΝ. ΚΑΛΑΜΠΟΚΙΑΣ

CONFÉRENCE EUROPÉENNE DES ADMINISTRATIONS DES POSTES ET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

Arrangement
Règlement Intérieur
Protocole Final
Montreux 26 Juin 1959

Arrangement
Instituant

La Conférence Européenne des Administrations des Postes et des Télécommunications

Préambule.

Les représentants des Administrations européennes des postes et des télécommunictions figurant ci-après :

-considérant l'importance et la difficulté des problèmes communs qui se posent aux diverses Administra-

tions européennes des postes et des télécommunications,

-convaincus de l'opportunité d'instaurer, entre ces dernières une large coopération,

-envisageant la possibilité d'admettre les autres Administrations européennes des postes et des télécommunications désireuses de s'associer à cette coopération,

sont convenus des dispositions suivantes qui constituent la base de fonctionnement de leur coopération.

Article 1.

Institution de la Conférence

Il est institué par les Administrations nationales des postes et des télécommunications soussignées une Conférence européenne des Administrations des postes et des télécommunications, appelée ci-après «la Conférence».

Article 2.

Relations avec les organisations internationales

1. La Conférence est indépendante de toute organisation politique ou économique.

2. Elle exerce son activité dans l'esprit des dispositions de la Convention postale universelle et de la Convention internationale des télécommunications.

Article 3.

Membres

1. Seules les Administrations européennes des postes et des télécommunications des pays membres de l'Union postale universelle ou de l'Union internationale des télécommunications peuvent être membres de la Conférence.

2. Les Administrations européennes des postes et des télécommunications signataires du présent Arrangement seront membres de droit après confirmation de leur signature. L'admission d'autres membres ne sera pas prise en considération pendant deux ans à partir de l'entrée en vigueur de l'Arrangement.

3. Lorsque les Administrations des postes et des télécommunications d'un pays sont distinctes, elles sont considérées comme constituant une seule Administration membre, qui ne dispose que d'une seule voix. L'une d'elles peut ne pas demander son admission à la Conférence. Toutefois, si elle en fait la demande ultérieurement, elle sera admise sans formalité ni délai.

Article 4.

Objectifs de la Conférence

1. La Conférence a pour objectifs essentiels le resserement des relations entre les Administrations membres ainsi que l'harmonisation et l'amélioration pratique de leurs services administratifs et techniques.

2. Entrent notamment dans ses attributions :

— la réalisation de travaux et de services d'intérêt commun,

— la simplification et l'amélioration des services postaux et des télécommunications,

— la mise à l'étude de questions concernant l'organisation, la technique et le fonctionnement des services,

— l'examen en commun de propositions présentées aux Congrès et Conférences des organismes internationaux des postes et des télécommunications,

— l'échange d'informations et de fonctionnaires.

Article 5.

Structure de la Conférence

1. Les réunions de la Conférence groupent les représentants des Administrations membres.

2. La Conférence traite en Assemblée plénière les questions qui concernent la structure et la direction de l'organisme et connaît de toutes celles relatives à la poste et aux télécommunications, notamment des affaires communes.

3. Des Commissions spécialisées «Postes» et «Télécommunications» traitent les questions de leur compétence et informent l'Assemblée plénière de leurs travaux.

4. L'Assemblée plénière et les Commissions peuvent constituer des Groupes de travail chargés d'étudier des questions déterminées.

5. La Conférence établit un Règlement intérieur qui fait partie intégrante du présent Arrangement.

Article 6.

Réunions de la Conférence

1. L'Assemblée plénière se réunit périodiquement, en règle générale une fois par année, en session ordinaire.

2. Elle peut en outre se réunir en session extraordinaire avec l'assentiment des deux tiers de ses membres.

3. Elle ne peut valablement se réunir que si les deux tiers au moins des membres sont représentés. Un membre peut être représenté par un autre, étant entendu que chaque membre ne peut disposer que d'un seul mandat de délégation.

4. Chaque membre peut présenter des propositions ou faire des suggestions qui sont discutées lors des sessions prévues aux paragraphes 1 et 2.

Article 7.

Présidence et secrétariat

1. La Conférence désigne en séance plénière l'Administration chargée d'organiser la prochaine session ordinaire.

2. Cette Administration, appelée Administration gérante, assume la présidence et le secrétariat dès la clôture de la session en cours. Elle prépare la session suivante et assure entre temps la continuité des travaux de la Conférence.

3. L'Administration gérante fixe, d'entente avec les autres membres, le lieu, la date, le programme et l'ordre du jour de la session.

Article 8.

Caractère des décisions

1. Les décisions à intervenir se rapportent en principe à deux ordres de questions: les unes sont relatives au fonctionnement même de l'organisation et les autres aux objectifs que se propose la Conférence.

2. Ces décisions sont prises à la majorité des voix exprimées, telle qu'elles sont définies à l'article 3, paragraphe 3, sous réserve des dispositions spéciales de l'article 12, paragraphe 3.

3. Les décisions relatives au fonctionnement de l'organisation sont obligatoires, tandis que les autres constituent des recommandations dont les membres restent libres d'apprécier dans quelle mesure ils peuvent les appliquer. Ils informent le secrétariat de la suite donnée.

4. Les dispositions du présent article ne portent pas préjudice aux arrangements, accords, conventions, etc, bilatéraux ou multilatéraux, qui lient des membres de la Conférence.

Article 9.

Langues

1. Les documents de la Conférence sont rédigés en langue française.

2. Les langues française, anglaise et allemande sont admises pour les délibérations.

3. D'autres langues sont également admises pour les délibérations, dans la limite des possibilités techniques de l'Administration gérante.

Article 10.

Finances

1. L'Administration gérante assume les frais courants du secrétariat jusqu'à son transfert.

2. Les frais relatifs au réunions de l'Assemblée plénière des Commissions et des Groupes de travail, pour autant que ces derniers se réunissent à l'occasion des sessions de l'Assemblée plénière ou des Commissions, sont supportés en commun par tous les membres.

Les frais des Groupes de travail se réunissant en dehors des sessions de l'Assemblée plénière ou des Commissions sont assumés par l'Administration invitante.

3. Pour le partage des frais, les membres sont répartis en trois classes :

classe de 25 parts
classe de 10 parts
classe de 1 part.

4. Les Administrations «Postes et «Télécommunications» d'un même pays sont solidaires du paiement de la contribution. Dans les pays où une seule de ces Administrations est membre de la Conférence, la contribution est réduite de moitié.

5. Chaque Administration prend à sa charge les frais de voyage et de séjour de ses représentants.

Article 11.

Entrée en vigueur

1. Le présent Arrangement entre en vigueur dès que la moitié des Administrations ayant participé à la Réunion constitutive l'auront signé et confirmé.

2. La confirmation est notifié à l'Administration suisse des postes et des télécommunications, qui en donne aussitôt connaissance aux Administrations ayant participé à la Réunion constitutive.

Article 12.

Revision

1. Le présent Arrangement peut être revisé, si le tiers des membres au moins en fait la demande.

2. La proposition de revision est inscrite à l'ordre du jour de la session ordinaire suivant immédiatement le dépôt des demandes auprès du secrétariat.

3. Chaque décision portant revision de présent Arrangement doit être prise à la majorité des deux tiers des membres de la Conférence.

Article 13.

Dénonciation

1. Tout membre peut mettre fin en ce qui le concerne à l'application du présent Arrangement, en adressant un préavis de six mois au secrétariat.

2. Le délai de six mois est réduit à un mois si la dénonciation est motivée par une modification de l'Arrangement.

3. Le secrétariat informe aussitôt les membres de la dénonciation qui lui parvient.

En foi de quoi les représentants des Administrations ci-après ont signé le présent Arrangement.

Fait à Montreux, le 26 Juin 1959, en langue française, en un exemplaire déposé aux archives de l'Administration suisse des postes et des télécommunications qui en transmettra une copie certifiée conforme à chaque membre.

Administrations:

Allemagne : Deutsche Bundespost
Belgique : Administration des Postes
Régie des Télégraphes et des Téléphones

Danemark : Generaldirektoratet for Post – og Telegrafvesenet.

Espagne : Dirección General de Correos y Telecomunicación.

Finlande : Posti – ja Lennätinhallitus.

France : Administration des Postes, Télégraphes et Téléphones.

Grèce : Geniki Diefthynsis Tahydromion- Geniki Diefthynsis Tilepikoinonion.

Irlande : An Roinn Poist agus Telegrafa

Islande : Póst – og simamálastjórn Islands

Italie : Amministrazione delle Poste e delle Telecomunicazioni.

Luxembourg: Administration des Postes, Télégraphes et Téléphones.

Norvège : Poststyret.
Telegrafstyret.

Pays – Bas : Het Staatsbedrijf der Posterijen, Telegrafie en Telefonie.

Portugal : Administraçào Geral dos Correios Telégrafos e Telefones.

Royaume Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord : General Post Office.

Suède : Kungl Generalpoststyrelsen Kungl. Telestyrelsen.

Suisse : Administration des postes, télégraphes et téléphones.

Türquie : Türkiye Cumhuriyeti PTT umum müdürlügü.

Autriche : Osterreichische Post und Telegraphenverwaltung.

RÈGLEMENT INTÉRIEUR

Sommaire

Chapitre 1 : Assemblées plénières
Chapitre 2 : Commissions
Chapitre 3 : Groupes de travail
Chapitre 4 : Secrétariat
Chapitre 5 : Contribution aux frais

CHAPITRE 1

Assemblées Plénières

Article 1.

Sessions ordinaires et extraordinaires.

1. L'Administration gérante convoque l'Assemblée plénière en session ordinaire. Les convocations, envoyées cinq mois à l'avance, invitent les membres à soumettre leurs propositions dûment motivées dans le délai de deux mois. Aussitôt que possible après l'échéance de ce délai, l'Administration gérante adresse aux membres l'ordre du jour provisoire de la session et le texte des propositions motivées.

2. L'Administration gérante convoque l'Assemblée plénière en session extraordinaire dès que possible après le dépôt de la requête. Les convocations mentionent les propositions portées à l'ordre du jour provisoire.

3. Les délégations des Administrations sont placées dans l'ordre alphabétique des noms en français des pays dont elles relèvent.

Article 2.

Constitution du bureau

Le représentant de l'Administration gérante ouvre la première séance et propose à l'Assemblée plénière la constitution de son bureau, formé d'un président, de deux vice-présidents et d'un sécretaire.

Article 3.

Prérogatives présidentielles

1. Le président dirige les débats, accorde la parole,

met les propositions et les amendements au vote et pourvoit à l'observation du Règlement intérieur. Il a la direction des travaux de la réunion et prend, à ce titre, toute mesure nécessaire. Il prononce la clôture de la session.

2. Dès le dépôt d'une motion d'ordre ayant notamment pour objet l'une des questions suivantes :
application de l'Arrangement ou du Règlement intérieur,
suspension de séance,
clôture de la liste des orateurs,
clôture des débats,
le président ouvre la discussion et invite l'Assemblée à se prononcer par un vote.

3. En cas d'empêchement, le président est remplacé par l'un des vice-présidents.

Article 4.

Mandats de délégation

Les Administrations qui, empêchées de participer à une session, désirent se faire représenter par une autre Administration dans les conditions prévues à l'article 6, paragraphe 3, de l'Arrangement en donnent avis par écrit au président, par l'intermédiaire du secrétariat.

Article 5.

Vote

1. La validité d'un vote est subordonnée à la représentation, au moment du vote, des deux tiers des membres de la Conférence.

2. Les décisions sont prises à la majorité simple des voix exprimées, sous réserve des exceptions prévues à l'article 8 de l'Arrangement. En cas d'égalité des voix, le président décide. Toutefois s'il s'agit d'une recommandation, celle-ci est considérée comme étant rejetée.

3. L'abstention n'est pas prise en considération pour le calcul de la majorité. Toutefois, si le nombre des abstentions atteint la moitié des suffrages exprimés, la question discutée doit être reprise lors d'une séance ultérieure, au cours de laquelle la décision sera prise à la majorité simple, sous réserve des exceptions prévues à l'article 8 de l'Arrangement.

4. Le vote a lieu à main levée. Toutefois, il peut être procédé au vote par appel nominal si le président en décide ainsi ou si un membre le demande. Le vote a lieu dans l'ordre alphabétique des noms en français des pays dont les Administrations sont représentées à la Conférence.

5. Le vote secret doit être demandé par deux délégations au moins.

Article 6.

Traitement des propositions

1. Sous réserve des dispositions de l'article 10, paragraphe 2, l'Assemblée plénière est saisie de toute proposition présentée dans le délai mentionné à l'article premier, paragraphe 1. Elle peut en confier l'examen à l'une de ses Commissions ou à un Groupe de travail.

2. Les propositions présentées après le délai mentionné à l'article premier, paragraphe 1, ou pendant une session, sont soumises à l'Assemblée plénière. Celle-ci peut s'en saisir, les renvoyer à une session ultérieure ou les transmettre pour rapport à une Commission ou à un Groupe de travail.

3. Aucune proposition présentée par une délégation ne peut être prise en considération si, au moment de son examen, elle n'est appuyée par une autre délégation.

4. Les propositions visant à modifier le Règlement intérieur sont traitées conformément aux paragraphes 1, 2 et 3 du présent article.

Article 7.

Procès - verbaux

1. Les procès-verbaux des séances sont établis en langue française. Ils relatent succinctement le déroulement des séances, les propositions formulées, les délibérations et leurs résultats.

2. Tout délégué peut demander lors de son intervention la relation intégrale de son exposé au procès-verbal, à condition d'en remettre le texte aux rapporteurs à la fin de la séance au plus tard.

3. Les procès-verbaux sont soumis aux membres participant à l'Assemblée plénière, pour mise au point éventuelle. Ils sont considérés comme approuvés après un délai fixé par le président.

Article 8.

Langues supplémentaires : frais

Les frais occasionnés par l'emploi des langues mentionnées à l'article 9, paragraphe 3 de l'Arrangement sont supportés par les Administrations requérantes.

CHAPITRE 2.

Commissions

Article 9.

Membres

Tous les membres de la Conférence sont de plein droit membres des Commissions.

Article 10.

Réunions

1. Convoquées par leur président, par l'intermédiaire et après accord du secrétariat, les Commissions siègent en principe dans le Pays de l'Administration gérante.

2. Les Commissions peuvent se réunir dans l'intervalle des sessions ordinaires de l'Assemblée plénière avec l'assentiment des deux tiers de leurs membres et traiter les propositions qui leur sont soumises directement.

Article 11.

Bureau

1. L'Assemblée plénière prend les dispositions nécessaires pour assurer la présidence de chacune des Commissions «Postes» et «Télécommunications jusques et y compris la prochaine session ordinaire.

2. Les Commissions choisissent leur vice-président. Elles constituent leur bureau en collaboration avec le secrétariat.

3. Sous réserve des dispositions du présent chapitre, les Commissions s'organisent librement.

Article 12.

Rapports

Les Commissions tiennent le secrétariat au courant de leurs travaux, à l'intention des membres de la Conférence.

Article 13.

Décisions

Les décisions des Commissions sont prises à la majorité simple.

CHAPITRE 3.

Article 14.

Groupes de travail

Organisation des Groupes de travail

1. Les Groupes de travail constituent leur bureau et désignent leur rapporteur.

2. Sous réserve des dispositions du présent chapitre, les Groupes de travail s'organisent librement.

Article 15.

Réunions

1. Les Groupes de travail peuvent se réunir ailleurs que dans le pays de l'Administration gérante.

2. L'utilisation de l'interprétation simultanée n'est pas prévue, en règle générale. pour les Groupes de travail se réunissant en dehors des sessions de l'Assemblée plénière ou des Commissions.

CHAPITRE 4.

Secrétariat

Article 16.

Constitution

1. Le secrétariat est constitué par l'Administration gérante pour la durée de son mandat.

2. Dans l'intervalle des sessions il est l'organe permanent des Administrations groupées par l'Arrangement.

Article 17.

Attributions

Ses attributions sont notamment les suivantes :

a) assumer la gestion des affaires courantes dans le cadre de l'Arrangement et du Règlement intérieur;

b) préparer les sessions ordinaires et extraordinaires, les sessions des Commissions et des Groupes de travail;

c) communiquer aux membres les rapports des Commissions et des Groupes de travail;

d) réunir et distribuer aux membres les renseignements relatifs à la suite donnée aux Recommandations adoptées;

e) élaborer les procès-verbaux des séances :

f) distribuer aux membres les documents de toute nature établis par les Administrations en vue des études en cours;

g) établir le budget, les comptes et le rapport de gestion;

h) déterminer les quotes-parts de contribution aux frais communs.

Article 18.

Transfert

Un mois au plus tard après la session ordinaire, l'Administration qui assumait le secrétariat en transfère toutes les affaires à la nouvelle Administration gérante, à l'exception des travaux de mise au point des procès-verbaux de cette session et du règlement des comptes.

CHAPITRE 5.

Article 19.

Contribution aux frais

1. Les membres sont répartis de la manière suivante en ce qui concerne leur contribution aux frais communs :

Classe de 25 parts :

Allemagne, Espagne, France, Italie, Royaume-Uni;

Classe de 10 parts :

Autriche, Belgique, Danemark, Finlande, Grèce, Irlande, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Suède, Suisse, Turquie;

Classe de 1 part :

Islande, Luxembourg,

2. Chaque membre des classes de une ou de dix parts peut demander, à tout moment, à figurer dans une classe supérieure à celle dont il fait partie.

PROTOCOLE FINAL

de l'Arrangement instituant la Conférence européenne des Administrations des postes et des télécommunications.

Au moment de procéder à la signature de l'Arrangement conclu à Montreux à la date de ce jour, les représentants des Administrations ci-après sont convenus de ce qui suit :

Article I.

Commissions «Postes» et «Télécommunications»

Par dérogation aux dispositions de l'article II, paragraphe I les Coommissions «Postes» et «Télécommunications» ainsi que les Groupes de travail sont autorisés à fonctionner avant l'entrée en vigueur de l'Arrangement.

Article II.

Frais relatifs à la Réunion constitutive de Montreux

Par dérogation aux dispositions de l'article II, paragraphe I, les dispositions de l'article 10 pourront être appliquées à la Réunion consitutive de Montreux.

En foi de quoi les représentants des Administrations ci-après ont signé le présent Protocole final qui sera confirmé en même temps que l'Arrangement.

Fait à Monteux, le 26 Juin 1959, en langue française, en un exemplaire déposé aux archives de l'Administration suisse des postes et des télécommunications qui en transmettra une copie certifiée conforme à chaque membre.

Administrations :

Allemagne : Deutsche Bundespost

Belgique : Administration des postes

Régie des Télégraphes et des Téléphones

Danemark : Generaldirektoratet for Post-og Telegrafvaesenet.

Espagne : Dirección General de Correos y Telecomunicación.

Finlande : Posti-ja Lennätinhallitus.

France : Administration des Postes, Télégraphes et Téléphones

Grèce : Geniki Diefthynsis Tahydromion. Geniki Diefthynsis Tilepikoinonion.

Irlande : An Roinn Poist agus Telegrafa

Islande : Póst-og simamálastjórn Islands

Italie : Amministrazione delle Poste e delle Telecomunicazioni

Luxemburg : Administration des Postes, Télégraphes et Téléphones

Norvège : Poststyret

Telegrafstyret

Pays-Bas : Het Staatsbedrijf der Posterijen, Telegrafie en Telefonie.

Portugal : Administração Geral dos Correios. Telégrafos et Telefonoes.

Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord: General Post Office

Suède : Kungl. Generalpoststyrelsen
Kungl. Telestyrelsen

Suisse: Administration des postes, télégraphes et téléphones

Turquie : Türkiye Cumhuriyeti PTT umum müdürlügü.

Autriche : Osterreichische Post-und Telegraphenverwaltung. (Montreux, le 1er Juillet 1959)

ΕΥΡΩΠΑΪΚΗ ΔΙΑΣΚΕΨΙΣ ΥΠΗΡΕΣΙΩΝ ΤΑΧΥΔΡΟΜΕΙΩΝ ΚΑΙ ΤΗΛΕΠΙΚΟΙΝΩΝΙΩΝ (C E P T)

Συμφωνία

Ἐσωτερικὸς Κανονισμὸς

Τελικὸν Πρωτόκολλον

Μοντρὲ 26 Ἰουνίου 1959

ΣΥΜΦΩΝΙΑ

ἱδρυτικὴ

ΤΗΣ ΕΥΡΩΠΑΪΚΗΣ ΔΙΑΣΚΕΨΕΩΣ ΤΩΝ ΥΠΗΡΕΣΙΩΝ ΤΑΧΥΔΡΟΜΕΙΩΝ ΚΑΙ ΤΗΛΕΠΙΚΟΙΝΩΝΙΩΝ

Προοίμιον

Οἱ ἀντιπρόσωποι τῶν κατωτέρω ἀναγραφομένων Εὐρωπαϊκῶν Ὑπηρεσιῶν τῶν Ταχυδρομείων καὶ Τηλεπικοινωνιῶν:

—ἔχοντες ὑπ' ὄψει τὴν σπουδαιότητα καὶ τὰς δυσχερείας τῶν κοινῶν προβλημάτων, τὰ ὁποῖα τίθενται εἰς διαφόρους εὐρωπαϊκὰς Ὑπηρεσίας τῶν Ταχυδρομείων καὶ Τηλεπικοινωνιῶν

— πεπεισμένοι περὶ τῆς σκοπιμότητος καθιερώσεως μεταξὺ τῶν τελευταίων τούτων εὐρείας συνεργασίας

— ἀντιμετωπίζοντες τὸ ἐνδεχόμενον εἰσδοχῆς καὶ τῶν λοιπῶν εὐρωπαϊκῶν Ὑπηρεσιῶν Ταχυδρομείων καὶ Τηλεπικοινωνιῶν, τῶν ἐπιθυμουσῶν νὰ μετάσχουν εἰς τὴν συνεργασίαν ταύτην

— συνωμολόγησαν τὰς ἀκολούθους διατάξεις, αἱ ὁποῖαι συνιστοῦν τὴν βάσιν λειτουργίας τῆς συνεργασίας των.

Ἄρθρον 1.

Σύστασις τῆς Διασκέψεως

Συνιστᾶται ὑπὸ τῶν ὑπογραφομένων Ἐθνικῶν Ὑπηρεσιῶν τῶν Ταχυδρομείων καὶ Τηλεπικοινωνιῶν Εὐρωπαϊκὴ Διάσκεψις τῶν Ὑπηρεσιῶν τῶν Ταχυδρομείων καὶ Τηλεπικοινωνιῶν, ἀποκαλουμένη κατωτέρω «Διάσκεψις».

Ἄρθρον 2.

Σχέσεις μετὰ τῶν διεθνῶν Ὀργανώσεων

1. Ἡ Διάσκεψις εἶναι ἀνεξάρτητος πάσης πολιτικῆς ἢ οἰκονομικῆς Ὀργανώσεως.

2. Ἀσκεῖ τὴν δραστηριότητά της ἐν τῷ πνεύματι τῶν διατάξεων τῆς Παγκοσμίου Ταχυδρομικῆς Συμβάσεως καὶ τῆς Διεθνοῦς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν.

Ἄρθρον 3.

Μέλη

1. Μέλη τῆς Διασκέψεως δύνανται νὰ εἶναι μόνον αἱ Εὐρωπαϊκαὶ Ὑπηρεσίαι τῶν Ταχυδρομείων καὶ Τηλεπικοινωνιῶν τῶν Χωρῶν—Μελῶν τῆς Παγκοσμίου Ταχυδρομικῆς Ἑνώσεως ἢ τῆς Διεθνοῦς Ἑνώσεως Τηλεπικοινωνιῶν.

2. Αἱ Εὐρωπαϊκαὶ Ὑπηρεσίαι Ταχυδρομείων καὶ Τηλεπικοινωνιῶν αἱ ὑπογράψασαι τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν θὰ καταστοῦν αὐτοδικαίως μέλη μετὰ τὴν ἐπικύρωσιν τῆς ὑπογραφῆς των. Ἡ εἰσδοχὴ ἑτέρων μελῶν δὲν θέλει ἀντιμετωπισθῆ ἐπὶ δύο ἔτη ἀπὸ τῆς ἐνάρξεως τῆς ἰσχύος τῆς Συμφωνίας.

3. Ὁσάκις Ὑπηρεσίαι Ταχυδρομείων καὶ Τηλεπικοινωνιῶν Χώρας τινὸς εἶναι διαχωρισμέναι ἀλλήλων, θεωροῦνται ὡς ἀποτελοῦσαι μίαν μόνην Ὑπηρεσίαν—μέλος, ἥτις δὲν δικαιοῦται εἰμὴ μιᾶς μόνης ψήφου. Ἑκατέρα τούτων δύναται νὰ μὴ ζητήσῃ τὴν εἰσδοχήν της εἰς τὴν Διάσκεψιν. Ἐν τούτοις, ἐὰν αὕτη ζητήσῃ τοῦτο μεταγενεστέρως, θὰ γίνεται δεκτὴ ἄνευ διατυπώσεων ἢ προθεσμίας.

Ἄρθρον 4.

Σκοποὶ τῆς Διασκέψεως

1. Ἡ Διάσκεψις ἔχει ὡς κύριον σκοπὸν τὴν σύσφιγξιν τῶν σχέσεων μεταξὺ τῶν Ὑπηρεσιῶν—Μελῶν ὡς καὶ τὴν ἐναρμόνισιν καὶ τὴν πρακτικὴν βελτίωσιν τῶν διοικητικῶν καὶ τεχνικῶν αὐτῶν Ὑπηρεσιῶν.

2. Ἐμπίπτουν κυρίως εἰς τὰς ἁρμοδιότητας αὐτῆς:

— ἡ ἐκτέλεσις ἐργασιῶν καὶ ὑπηρεσιῶν κοινοῦ ἐνδιαφέροντος

— ἡ ἁπλούστευσις καὶ ἡ βελτίωσις τῶν Ταχυδρομικῶν καὶ Τηλεπικοινωνιακῶν ὑπηρεσιῶν.

— ἡ μελέτη θεμάτων ἀφορώντων τὴν ὀργάνωσιν, τὴν τεχνικὴν καὶ τὴν λειτουργίαν τῶν ὑπηρεσιῶν

— ἡ ἀπὸ κοινοῦ ἐξέτασις προτάσεων ὑποβαλλομένων εἰς τὰ Συνέδρια καὶ τὰς διασκέψεις τῶν διεθνῶν Ταχυδρομικῶν καὶ Τηλεπικοινωνιακῶν ὀργανισμῶν

— ἡ ἀνταλλαγὴ πληροφοριῶν καὶ ὑπαλλήλων.

Ἄρθρον 5.

Διάρθρωσις τῆς Διασκέψεως

1. Τὰς συνελεύσεις τῆς Διασκέψεως συγκροτοῦν οἱ ἀντιπρόσωποι τῶν Ὑπηρεσιῶν—Μελῶν.

2. Ἡ Διάσκεψις ἐν Γενικῇ Συνελεύσει ρυθμίζει τὰ θέματα τὰ ἀφορῶντα τὴν διάρθρωσιν καὶ τὴν διεύθυνσιν τοῦ ὀργανισμοῦ καὶ κρίνει πάσας τὰς σχετικὰς πρὸς τὰ Ταχυδρομεῖα καὶ τὰς Τηλεπικοινωνίας ὑποθέσεις καὶ κυρίως τὰς κοινὰς τοιαύτας.

3. Εἰδικαὶ Ἐπιτροπαὶ ὑπὸ τίτλους «Postes» καὶ «Télécommunications» διαχειρίζονται τὰ ζητήματα τῆς ἁρμοδιότητός των καὶ πληροφοροῦν τὴν Γενικὴν Συνέλευσιν περὶ τῶν ἐργασιῶν αὐτῶν.

4. Ἡ Γενικὴ Συνέλευσις καὶ αἱ Ἐπιτροπαὶ δύνανται νὰ συνιστοῦν ὁμάδας ἐργασίας ἐπιφορτιζομένας μὲ τὴν μελέτην ὡρισμένων ζητημάτων.

5. Ἡ Διάσκεψις καταρτίζει Ἐσωτερικὸν Κανονισμόν, ὁ ὁποῖος ἀποτελεῖ ἀναπόσπαστον μέρος τῆς παρούσης Συμφωνίας.

Ἄρθρον 6.

Συνελεύσεις τῆς Διασκέψεως.

1. Ἡ Γενικὴ Συνέλευσις συνέρχεται περιοδικῶς, κατὰ γενικὸν κανόνα ἅπαξ τοῦ ἔτους, εἰς τακτικὴν σύνοδον.

2. Αὕτη δύναται, ἐπὶ πλέον, νὰ συνέρχεται εἰς ἔκτακτον σύνοδον τῇ συγκαταθέσει τῶν δύο τρίτων τῶν μελῶν αὐτῆς.

3. Δὲν δύναται νὰ συνέρχηται ἐγκύρως, εἰμὴ μόνον ἐὰν ἀντιπροσωπεύωνται τοὐλάχιστον τὰ δύο τρίτα τῶν μελῶν. Μέλος τι δύναται ν' ἀντιπροσωπεύεται ὑπὸ ἄλλου μέλους, ἐξυπακουομένου ὅτι ἕκαστον μέλος δὲν δύναται νὰ διαθέτῃ εἰμὴ μόνον μίαν ἐντολὴν ἀντιπροσωπεύσεως.

4. Ἕκαστον μέλος δύναται νὰ παρουσιάζῃ προτάσεις ἢ νὰ προβαίνῃ εἰς εἰσηγήσεις, αἱ ὁποῖαι συζητοῦνται κατὰ τὰς προβλεπομένας εἰς τὰς παραγράφους 1 καὶ 2 συνόδους.

Ἄρθρον 7.

Προεδρία καὶ Γραμματεία

1. Ἡ Διάσκεψις ὁρίζει ἐν ὁλομελείᾳ τὴν Ταχυδρομικὴν Ὑπηρεσίαν ἥτις ἐπιφορτίζεται μὲ τὴν ὀργάνωσιν τῆς προσεχοῦς τακτικῆς συνόδου.

2. Ἡ Ταχυδρομικὴ αὕτη Ὑπηρεσία, ὀνομαζομένη διευθύνουσα Ὑπηρεσία, ἀναλαμβάνει τὴν προεδρίαν καὶ τὴν γραμματείαν ἀπὸ τοῦ πέρατος τῆς ἐν ἐνεργείᾳ συνόδου. Προπαρασκευάζει τὴν ἐπομένην σύνοδον καὶ διασφαλίζει, ἐν τῷ μεταξύ, τὴν συνέχειαν τῶν ἐργασιῶν τῆς Διασκέψεως.

3. Ἡ διευθύνουσα Ταχυδρομικὴ Ὑπηρεσία καθορίζει, ἐν συνεννοήσει μετὰ τῶν ἄλλων μελῶν, τὸν τόπον, τὴν ἡμερομηνίαν, τὸ πρόγραμμα καὶ τὴν ἡμερησίαν διάταξιν τῆς συνόδου.

Ἄρθρον 8.

Χαρακτὴρ τῶν ἀποφάσεων

1. Αἱ λαμβανόμεναι ἀποφάσεις ἀναφέρονται κατ' ἀρχὴν εἰς δύο εἰδῶν ζητήματα. Τὰ μὲν εἶναι σχετικὰ πρὸς αὐτὴν ταύτην τὴν λειτουργίαν τῆς ὀργανώσεως, τὰ δὲ πρὸς τοὺς ἀντικειμενικοὺς σκοποὺς εἰς τοὺς ὁποίους ἀποβλέπει ἡ Διάσκεψις.

2. Αἱ ἀποφάσεις αὗται λαμβάνονται διὰ πλειοψηφίας τῶν διδομένων ψήφων ὡς αὗται καθορίζονται ἐν ἄρθρῳ 3 παραγράφῳ 3, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν εἰδικῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 12 παράγραφος 3.

3. Αἱ σχετικαὶ πρὸς τὴν λειτουργίαν τῆς ὀργανώσεως διατάξεις εἶναι ὑποχρεωτικαί, ἐνῶ αἱ ἄλλαι ἀποτελοῦν συστάσεις, τῶν μελῶν ἀφιεμένων ἐλευθέρων νὰ ἐκτιμήσουν κατὰ πόσον δύνανται νὰ ἐφαρμόσουν ταύτας. Ταῦτα πληροφοροῦν τὴν γραμματείαν περὶ τῆς διδομένης συνεχείας.

4. Αἱ διατάξεις τοῦ παρόντος ἄρθρου δὲν ἀντιβαίνουν πρὸς τὰς συμφωνίας, σύμφωνα, συμβάσεις κ.λ.π., διμερῆ ἢ πολυμερῆ, τὰ ὁποῖα δεσμεύουν τὰ μέλη τῆς Διασκέψεως.

Ἄρθρον 9.

Γλῶσσαι

1. Τὰ ἔγγραφα τῆς Διασκέψεως συντάσσονται εἰς γαλλικὴν γλῶσσαν.

2. Αἱ γλῶσσαι γαλλική, ἀγγλικὴ καὶ γερμανικὴ εἶναι δεκταὶ διὰ τὰς συζητήσεις.

3. Ἕτεραι γλῶσσαι γίνονται ἐπίσης δεκταὶ διὰ τὰς συζητήσεις ἐντὸς τῶν ὁρίων τῶν τεχνικῶν δυνατοτήτων τῆς διευθυνούσης Ταχυδρομικῆς Ὑπηρεσίας.

Ἄρθρον 10.

Οἰκονομικὰ

1. Ἡ διευθύνουσα Ὑπηρεσία ἀναλαμβάνει τὰ τρέχοντα ἔξοδα τῆς Γραμματείας μέχρι τῆς μεταβιβάσεως ταύτης.

2. Τὰ ἔξοδα τὰ σχετικὰ πρὸς τὰς Γενικὰς Συνελεύσεις, τὰς Ἐπιτροπὰς καὶ τὰς Ὁμάδας ἐργασίας, ἐφ' ὅσον αἱ τελευταῖαι αὗται συνέρχονται ἐπ' εὐκαιρίᾳ τῶν συνεδριάσεων τῶν Γενικῶν Συνελεύσεων ἢ τῶν Ἐπιτροπῶν, βαρύνουν ἀπὸ κοινοῦ ἅπαντα τὰ μέλη.

Τὰ ἔξοδα τῶν Ὁμάδων ἐργασίας τῶν συνερχομένων ἐκτὸς τῶν συνεδριάσεων τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως ἢ τῶν Ἐπιτροπῶν βαρύνουν τὴν προσκαλοῦσαν Ὑπηρεσίαν.

3. Διὰ τὴν κατανομὴν τῶν ἐξόδων, τὰ μέλη διαιροῦνται εἰς τρεῖς κλάσεις :

Κλάσις 25 μεριδίων
Κλάσις 10 μεριδίων
Κλάσις 1 μεριδίου.

4. Αἱ Ὑπηρεσίαι «Postes» καὶ «Télécommunications» μιᾶς καὶ τῆς αὐτῆς Χώρας εἶναι ἀλληλέγγυοι διὰ τὴν πληρωμὴν τῆς συμμετοχῆς. Διὰ τὰς Χώρας, τῶν ὁποίων μία μόνον τῶν Ὑπηρεσιῶν τούτων εἶναι μέλος τῆς Διασκέψεως, ἡ συμμετοχὴ μειοῦται εἰς τὸ ἥμισυ.

5. Ἑκάστη Ὑπηρεσία ἀναλαμβάνει τὰ ἔξοδα ταξειδίου καὶ διαμονῆς τῶν ἀντιπροσώπων της.

Ἄρθρον 11.

Ἔναρξις ἰσχύος

1. Ἡ παροῦσα Συμφωνία τίθεται ἐν ἰσχύϊ ἀφ' ἧς τὸ ἥμισυ τοῦ ἀριθμοῦ τῶν μετασχουσῶν εἰς τὴν ἱδρυτικὴν Συνέλευσιν Ὑπηρεσιῶν ὑπογράψῃ καὶ ἐπιβεβαιώσῃ ταύτην.

2. Ἡ ἐπιβεβαίωσις γνωστοποιεῖται εἰς τὴν Ἑλβετικὴν Ὑπηρεσίαν Ταχυδρομείων καὶ Τηλεπικοινωνιῶν, ἡ ὁποία γνωστοποιεῖ ταύτην εὐθὺς ἀμέσως, εἰς τὰς μετασχούσας εἰς τὴν ἱδρυτικὴν Συνέλευσιν Ὑπηρεσίας.

Ἄρθρον 12.

Ἀναθεώρησις

1. Ἡ παροῦσα Συμφωνία δύναται ν' ἀναθεωρηθῇ, ἐὰν τὸ τρίτον τοὐλάχιστον τῶν μελῶν ζητήσῃ τοῦτο.

2. Ἡ περὶ ἀναθεωρήσεως πρότασις ἐγγράφεται εἰς τὴν ἡμερησίαν διάταξιν τῆς τακτικῆς συνόδου ἥτις ἕπεται ἀμέσως τῆς καταθέσεως τῶν αἰτήσεων παρὰ τῇ Γραμματείᾳ.

3. Πᾶσα ἀπόφασις ἐπιφέρουσα ἀναθεώρησιν τῆς παρούσης Συμφωνίας, πρέπει νὰ λαμβάνεται διὰ πλειοψηφίας τῶν δύο τρίτων τῶν μελῶν τῆς Διασκέψεως.

Ἄρθρον 13.

Καταγγελία

1. Πᾶν μέλος δύναται νὰ διακόψῃ, εἰς ὅ,τι ἀφορᾷ ἑαυτό, τὴν ἐφαρμογὴν τῆς παρούσης Συμφωνίας προειδοποιοῦν ἓξ μῆνας ἐνωρίτερον τὴν γραμματείαν.

2. Ἡ προθεσμία τῶν ἓξ μηνῶν μειοῦται εἰς ἕνα μῆνα ἐὰν ἡ καταγγελία ἔχει αἰτίαν τροποποίησίν τινα τῆς Συμφωνίας.

3. Ἡ Γραμματεία πληροφορεῖ εὐθὺς ἀμέσως τὰ μέλη περὶ τῆς περιελθούσης εἰς αὐτὴν καταγγελίας.

Εἰς πίστωσιν τούτου, οἱ ἀντιπρόσωποι τῶν κατωτέρω Ὑπηρεσιῶν ὑπέγραψαν τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν.

Ἐγένετο ἐν Μοντρέ, τῇ 26 Ἰουνίου 1959 εἰς γαλλικὴν γλῶσσαν, εἰς ἓν ἀντίτυπον κατατεθὲν εἰς τὰ Ἀρχεῖα τῆς Ἑλβετικῆς Ὑπηρεσίας Ταχυδρομείων καὶ Τηλεπικοινωνιῶν, ἡ ὁποία θέλει διαβιβάσει ἓν κεκυρωμένον ἀκριβὲς ἀντίγραφον αὐτοῦ εἰς ἕκαστον μέλος.

Ἔπονται ὑπογραφαὶ ἀντιπροσώπων τῶν κάτωθι Ὑπηρεσιῶν :

Γερμανίας, Βελγίου, Δανίας, Ἱσπανίας, Φινλανδίας, Γαλλίας, Ἑλλάδος, Ἰρλανδίας, Ἰσλανδίας, Ἰταλίας, Λουξεμβούργου, Νορβηγίας, Ὁλλανδίας, Πορτογαλίας, Ἡνωμένου Βασιλείου Μεγάλης Βρεταννίας καὶ Βορείου Ἰρλανδίας, Σουηδίας, Ἑλβετίας, Τουρκίας, Αὐστρίας.

ΕΣΩΤΕΡΙΚΟΣ ΚΑΝΟΝΙΣΜΟΣ

Περίληψις

Κεφάλαιον 1 : Γενικαὶ Συνελεύσεις
Κεφάλαιον 2 : Ἐπιτροπαὶ
Κεφάλαιον 3 : Ὁμάδες ἐργασίας
Κεφάλαιον 4 : Γραμματεία
Κεφάλαιον 5 : Συμμετοχὴ εἰς τὰ ἔξοδα

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ 1.

Γενικαὶ Συνελεύσεις

Ἄρθρον 1.

Τακτικαὶ καὶ ἔκτακτοι σύνοδοι

1. Ἡ διευθύνουσα Ὑπηρεσία συγκαλεῖ τὴν Γενικὴν Συνέλευσιν εἰς τακτικὴν σύνοδον. Αἱ προσκλήσεις, ἀποστελλόμεναι πέντε μῆνας ἐνωρίτερον, προσκαλοῦν τὰ μέλη νὰ ὑποβάλουν τὰς προτάσεις των δεόντως ἠτιολογημένας ἐντὸς προθεσμίας δύο μηνῶν. Ὅσον τὸ δυνατὸν ταχύτερον μετὰ τὴν λῆξιν τῆς προθεσμίας ταύτης, ἡ διευθύνουσα Ὑπηρεσία ἀπευθύνει εἰς τὰ μέλη τὴν προσωρινὴν ἡμερησίαν διάταξιν τῆς συνόδου καὶ τὸ κείμενον τῶν ἠτιολογημένων προτάσεων.

2. Ἡ διευθύνουσα Ὑπηρεσία συγκαλεῖ τὴν Γενικὴν Συνέλευσιν εἰς ἔκτακτον σύνοδον τὸ δυνατὸν ταχύτερον μετὰ τὴν κατάθεσιν τῆς αἰτήσεως.

Αἱ προσκλήσεις μνημονεύουν τὰς προτάσεις τὰς ἀναγραφομένας εἰς τὴν προσωρινὴν ἡμερησίαν διάταξιν.

3. Αἱ ἀντιπροσωπεῖαι τῶν Ὑπηρεσιῶν τοποθετοῦνται κατ' ἀλφαβητικὴν τάξιν τῶν εἰς τὴν γαλλικὴν ὀνομάτων τῶν Χωρῶν ἐξ ὧν ἐξαρτῶνται αὗται.

Ἄρθρον 2.

Συγκρότησις τοῦ Προεδρείου

Ὁ ἀντιπρόσωπος τῆς διευθυνούσης Ὑπηρεσίας κηρύσσει τὴν ἔναρξιν τῆς πρώτης συνεδριάσεως καὶ προτείνει εἰς τὴν Γενικὴν Συνέλευσιν τὴν συγκρότησιν τοῦ Προεδρείου της, ἀποτελουμένου ἐξ ἑνὸς Προέδρου, δύο ἀντιπροέδρων καὶ ἑνὸς γραμματέως.

Ἄρθρον 3.

Προεδρικαὶ προνομίαι

1. Ὁ Πρόεδρος διευθύνει τὰς συζητήσεις, δίδει τὸν λόγον, θέτει τὰς προτάσεις καὶ τὰς τροπολογίας εἰς ψηφοφορίαν καὶ μεριμνᾷ διὰ τὴν τήρησιν τοῦ ἐσωτερικοῦ Κανονισμοῦ. Ἔχει τὴν διεύθυνσιν τῶν ἐργασιῶν τῆς Συνελεύσεως καὶ λαμβάνει, ὑπὸ τὴν ἰδιότητα ταύτην, πᾶν ἀναγκαῖον μέτρον. Κηρύσσει τὴν λῆξιν τῆς συνόδου.

2. Ἅμα τῇ καταθέσει προτάσεώς τινος ἐπὶ τοῦ Κανονισμοῦ, ἐχούσης κυρίως ὡς θέμα ἓν τῶν κάτωθι ζητημάτων :

— ἐφαρμογὴν τῆς Συμφωνίας ἢ τοῦ ἐσωτερικοῦ Κανονισμοῦ,
— ἀναστολὴν τῆς συνεδριάσεως,
— κλείσιμον τοῦ καταλόγου τῶν ὁμιλητῶν,
— διακοπὴν τῶν συζητήσεων.

Ὁ Πρόεδρος ἀνοίγει τὴν συζήτησιν καὶ καλεῖ τὴν Συνέλευσιν ν' ἀποφανθῇ διὰ ψηφοφορίας.

3. Εἰς περίπτωσιν κωλύματος, ὁ Πρόεδρος ἀντικαθίσταται ὑφ' ἑνὸς τῶν ἀντιπροέδρων.

Ἄρθρον 4.

Ἐντολαὶ ἀντιπροσωπεύσεως

Αἱ Ὑπηρεσίαι αἱ ὁποῖαι, κωλυόμεναι νὰ μετάσχουν εἰς σύνοδόν τινα, ἐπιθυμοῦν ν' ἀντιπροσωπευθοῦν ὑπὸ ἑτέρας τινὸς Ὑπηρεσίας, ὑπὸ τοὺς προβλεπομένους ἐν ἄρθρῳ 6 παράγρ. 3 τῆς Συμφωνίας ὅρους, εἰδοποιοῦν περὶ τούτου ἐγγράφως τὸν Πρόεδρον μέσῳ τῆς γραμματείας.

Ἄρθρον 5.

Ψηφοφορία

1. Ἡ ψηφοφορία εἶναι ἔγκυρος ἐφ' ὅσον κατὰ τὴν διεξαγωγήν της ἀντιπροσωπεύονται τὰ δύο τρίτα τῶν μελῶν τῆς Διασκέψεως.

2. Αἱ ἀποφάσεις λαμβάνονται δι' ἁπλῆς πλειοψηφίας τῶν διδομένων ψήφων ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν προβλεπομένων ἐν ἄρθρῳ 8 τῆς Συμφωνίας ἐξαιρέσεων. Ἐν περιπτώσει ἰσοψηφίας, ἀποφασίζει ὁ Πρόεδρος. Ἐν τούτοις, ὅταν πρόκειται περὶ συστάσεως, αὕτη θεωρεῖται ὡς ἀπορριφθεῖσα.

3. Ἡ ἀποχὴ δὲν λαμβάνεται ὑπ' ὄψιν διὰ τὸν ὑπολογισμὸν τῆς πλειοψηφίας. Ἐν τούτοις, ἐὰν ὁ ἀριθμὸς τῶν ἀποχῶν ἀνέρχεται εἰς τὸ ἥμισυ τῶν δοθεισῶν ψήφων, τὸ συζητούμενον ζήτημα πρέπει νὰ ἐπανεξετασθῇ εἰς μεταγενεστέραν συνεδρίασιν, κατὰ τὴν ὁποίαν ἡ ἀπόφασις θὰ ληφθῇ δι' ἁπλῆς πλειοψηφίας, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν προβλεπομένων ἐν ἄρθρῳ 8 τῆς Συμφωνίας ἐξαιρέσεων.

4. Ἡ ψηφοφορία λαμβάνει χώραν δι' ἀνατάσεως τῆς χειρός. Ἐν τούτοις δύναται νὰ διεξαχθῇ δι' ὀνομαστικῆς κλήσεως ἐὰν ὁ Πρόεδρος ἀποφασίσῃ οὕτως ἢ ἐὰν ἓν μέλος τὸ ζητήσῃ. Ἡ ψηφοφορία λαμβάνει χώραν κατ' ἀλφαβητικὴν τάξιν τῶν εἰς γαλλικὴν γλῶσσαν ὀνομάτων τῶν χωρῶν τῶν ὁποίων αἱ Ὑπηρεσίαι ἀντιπροσωπεύονται εἰς τὴν Διάσκεψιν.

5. Ἡ μυστικὴ ψηφοφορία πρέπει νὰ ζητῆται ὑπὸ δύο τοὐλάχιστον ἀντιπροσωπειῶν.

Ἄρθρον 6.

Ἐξέτασις τῶν προτάσεων

1. Ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 10, παραγράφου 2, ἡ Γενικὴ Συνέλευσις ἀσχολεῖται μὲ πᾶσαν πρότασιν ὑποβληθεῖσαν ἐντὸς τῆς ἐν ἄρθρῳ 1, παραγράφῳ 1, ἀναφερομένης προθεσμίας. Αὕτη δύναται νὰ ἀναθέσῃ τὴν ἐξέτασιν αὐτῆς εἴς τινα τῶν Ἐπιτροπῶν της ἢ εἰς Ὁμάδα τινὰ ἐργασίας.

2. Αἱ προτάσεις αἱ ὑποβαλλόμεναι μετὰ τὴν ἐν ἄρθρῳ 1, παραγράφῳ 1, ἀναφερομένην προθεσμίαν ἢ κατὰ τὴν διάρκειαν συνόδου τινός, ὑποβάλλονται εἰς τὴν Γενικὴν Συνέλευσιν. Αὕτη δύναται νὰ ἐπιληφθῇ αὐτῶν, νὰ τὰς παραπέμψῃ εἰς μεταγενεστέραν σύνοδον ἢ νὰ διαβιβάσῃ αὐτὰς εἰς Ἐπιτροπήν τινα ἢ εἰς Ὁμάδα τινα ἐργασίας ἐπὶ σκοπῷ συντάξεως ἐκθέσεως.

3. Οὐδεμία πρότασις ὑποβαλλομένη ὑπὸ ἀντιπροσωπείας τινὸς δύναται νὰ ληφθῇ ὑπ' ὄψιν ἐὰν κατὰ τὴν στιγμὴν τῆς ἐξετάσεώς της δὲν ὑποστηριχθῇ ὑπὸ ἑτέρας τινὸς ἀντιπροσωπείας.

4. Αἱ σκοποῦσαι τὴν τροποποίησιν τοῦ ἐσωτερικοῦ Κανονισμοῦ προτάσεις, ἐξετάζονται συμφώνως πρὸς τὰς παραγράφους 1, 2 καὶ 3 τοῦ παρόντος ἄρθρου.

Ἄρθρον 7.

Πρακτικὰ

1. Τὰ πρακτικὰ τῶν συνεδριάσεων συντάσσονται εἰς γαλλικὴν γλῶσσαν. Ἀναφέρουσι ἐν συντομίᾳ τὴν πρόοδον τῶν συνεδριάσεων, τὰς διατυπωθείσας προτάσεις, τὰς συζητήσεις καὶ τὴν ἔκβασιν τούτων.

2. Ἕκαστος ἀντιπρόσωπος δύναται νὰ ζητήσῃ, κατὰ τὴν ἀγόρευσίν του, τὴν πλήρη καταχώρισιν τῆς ἐκθέσεώς του εἰς τὸ πρακτικόν, ὑπὸ τὸν ὅρον νὰ παραδώσῃ τὸ κείμενον ταύτης εἰς τοὺς εἰσηγητάς, τὸ ἀργότερον εἰς τὸ τέλος τῆς συνεδριάσεως.

3. Τὰ πρακτικὰ ὑποβάλλονται εἰς τὰ μετασχόντα τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως μέλη, δι' ἐνδεχομένην διόρθωσιν. Θεωροῦνται ὡς ἐγκριθέντα ἅμα τῇ παρελεύσει προθεσμίας ὁριζομένης ὑπὸ τοῦ Προέδρου.

Ἄρθρον 8.

Πρόσθετοι γλῶσσαι : ἔξοδα

Τὰ ἔξοδα τὰ προκύπτοντα ἐκ τῆς χρησιμοποιήσεως τῶν μνημονευομένων ἐν ἄρθρῳ 9, παραγράφῳ 3 τῆς Συμφωνίας γλωσσῶν, ἀναλαμβάνονται ὑπὸ τῶν Ὑπηρεσιῶν αἱ ὁποῖαι ἐζήτησαν τοῦτο.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ 2.

Ἄρθρον 9.

Ἐπιτροπαὶ — Μέλη

Ὅλα τὰ μέλη τῆς Διασκέψεως εἶναι αὐτοδικαίως μέλη τῶν Ἐπιτροπῶν.

Ἄρθρον 10.

Συνελεύσεις

1. Συγκαλούμεναι ὑπὸ τοῦ Προέδρου αὐτῶν, μέσῳ τῆς γραμματείας καὶ κατόπιν συμφώνου γνώμης ταύτης, αἱ Ἐπιτροπαὶ ἑδρεύουν κατ' ἀρχὴν εἰς τὴν Χώραν τῆς Διευθυνούσης Ὑπηρεσίας.

2. Αἱ Ἐπιτροπαὶ δύνανται νὰ συνέρχωνται εἰς τὸ μεταξὺ τῶν τακτικῶν συνόδων τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως διάστημα, τῇ συγκαταθέσει τῶν δύο τρίτων τῶν μελῶν αὐτῶν καὶ νὰ ἐξετάζουν τὰς προτάσεις αἱ ὁποῖαι ὑποβάλλονται ἀπ' εὐθείας εἰς αὐτάς.

Ἄρθρον 11.

Προεδρεῖον

1. Ἡ Γενικὴ Συνέλευσις λαμβάνει τὰ ἀναγκαῖα μέτρα διὰ νὰ ἐξασφαλίσῃ τὴν προεδρίαν ἑκάστης τῶν Ἐπιτροπῶν «Postes» καὶ «Télécommunications» μέχρι τῆς προσεχοῦς τακτικῆς συνόδου, συμπεριλαμβανομένης.

2. Αἱ Ἐπιτροπαὶ ἐκλέγουν τὸν ἀντιπρόεδρόν των. Συγκροτοῦν τὸ Προεδρεῖον των ἐν συνεργασίᾳ μετὰ τῆς Γραμματείας.

3. Ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τοῦ παρόντος Κεφαλαίου, αἱ Ἐπιτροπαὶ ὀργανοῦνται ἐλευθέρως.

Ἄρθρον 12.

Ἐκθέσεις

Αἱ Ἐπιτροπαὶ παρέχουν πληροφορίας εἰς τὴν γραμματείαν ἐπὶ τῶν ἐργασιῶν των, ἐπὶ σκοπῷ ἐνημερώσεως τῶν μελῶν τῆς Διασκέψεως.

Ἄρθρον 13.

Ἀποφάσεις

Αἱ ἀποφάσεις τῶν Ἐπιτροπῶν λαμβάνονται δι' ἁπλῆς πλειοψηφίας.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ 3

Ὁμάδες Ἐργασίας

Ἄρθρον 14.

Ὀργάνωσις τῶν ὁμάδων ἐργασίας

1. Αἱ ὁμάδες ἐργασίας συγκροτοῦν τὸ Προεδρεῖον των καὶ ὁρίζουν τοὺς εἰσηγητάς των.

2. Ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τοῦ παρόντος Κεφαλαίου, αἱ ὁμάδες ἐργασίας ὀργανοῦνται ἐλευθέρως.

Ἄρθρον 15.

Συνελεύσεις

1. Αἱ Ὁμάδες ἐργασίας δύνανται νὰ συνέρχωνται καὶ

εἰς ἄλλας Χώρας ἐκτὸς τῆς Χώρας τῆς Διευθυνούσης Ὑπηρεσίας.

2. Ἡ χρησιμοποίησις τῆς ταυτοχρόνου μεταφράσεως δὲν προβλέπεται, κατὰ γενικὸν κανόνα, διὰ τὰς ὁμάδας ἐργασίας τὰς συνερχομένας ἐκτὸς τῶν συνόδων τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως ἢ τῶν Ἐπιτροπῶν.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ 4

Γραμματεία

Ἄρθρον 16.

Γραμματεία. Σύνθεσις

1. Ἡ γραμματεία καταρτίζεται ὑπὸ τῆς Διευθυνούσης Ὑπηρεσίας διὰ τὴν διάρκειαν τῆς ἐντολῆς αὐτῆς.

2. Εἰς τὸ μεταξὺ τῶν συνόδων διάστημα, αὕτη εἶναι τὸ μόνιμον ὄργανον τῶν συνδεομένων διὰ τῆς Συμφωνίας Ὑπηρεσιῶν.

Ἄρθρον 17.

Ἁρμοδιότητες

Αἱ ἁρμοδιότητες αὐτῆς εἶναι κυρίως αἱ ἀκόλουθοι :

α) ν' ἀναλαμβάνῃ τὴν διεκπεραίωσιν τῶν τρεχουσῶν ὑποθέσεων ἐν τῷ πλαισίῳ τῆς Συμφωνίας καὶ τοῦ ἐσωτερικοῦ Κανονισμοῦ.

β) νὰ προπαρασκευάζῃ τὰς τακτικὰς καὶ ἐκτάκτους συνόδους, τὰς συνόδους τῶν Ἐπιτροπῶν καὶ τῶν Ὁμάδων ἐργασίας.

γ) νὰ κοινοποιῇ εἰς τὰ μέλη τὰς ἐκθέσεις τῶν Ἐπιτροπῶν καὶ τῶν Ὁμάδων ἐργασίας.

δ) νὰ συλλέγῃ καὶ νὰ διανέμῃ εἰς τὰ μέλη τὰς πληροφορίας τὰς σχετικὰς πρὸς τὴν διδομένην εἰς τὰς υἱοθετουμένας συστάσεις συνέχειαν.

ε) νὰ ἐπεξεργάζηται τὰ πρακτικὰ τῶν συνεδριάσεων.

στ) νὰ διανέμῃ εἰς τὰ μέλη τὰ πάσης φύσεως πληροφοριακὰ ἔντυπα, τὰ συνταγσόμενα ὑπὸ τῶν Ὑπηρεσιῶν ἐν ὄψει τῶν διεξαγομένων μελετῶν.

ζ) νὰ καταρτίζῃ τὸν προϋπολογισμόν, τοὺς λογαριασμοὺς καὶ τὴν ἔκθεσιν διαχειρίσεως.

η) νὰ καθορίζῃ τὰ ἀναλογοῦντα μερίδια συμμετοχῆς εἰς τὰ κοινὰ ἔξοδα.

Ἄρθρον 18.

Μεταβίβασις

Τὸ ἀργότερον ἕνα μῆνα μετὰ τὴν τακτικὴν σύνοδον, ἡ Ὑπηρεσία, ἥτις διεξήγαγεν τὸ ἔργον τῆς γραμματείας, μεταβιβάζει πάσας τὰς ὑποθέσεις ταύτης εἰς τὴν νέαν Διευθύνουσαν Ὑπηρεσίαν, πλὴν τῶν ἐργασιῶν τελικῆς συντάξεως τῶν πρακτικῶν τῆς συνόδου ταύτης καὶ τῆς τακτοποιήσεως τῶν λογαριασμῶν.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ 5.

Ἄρθρον 19.

Συμμετοχὴ εἰς τὰ ἔξοδα

1. Τὰ μέλη κατανέμονται ὡς ἀκολούθως, ὅσον ἀφορᾷ τὴν συμμετοχήν των εἰς τὰ κοινὰ ἔξοδα :

Κλάσις 25 μεριδίων :

Γερμανία, Ἱσπανία, Γαλλία, Ἰταλία, Ἡνωμένων Βασιλείων.

Κλάσις 10 μεριδίων :

Αὐστρία, Βέλγιον, Δανία, Φινλανδία, Ἑλλάς, Ἰρλανδία, Νορβηγία, Ὁλλανδία, Πορτογαλία, Σουηδία, Ἑλβετία, Τουρκία.

Κλάσις 1 μεριδίου :

Ἰσλανδία, Λουξεμβοῦργον.

2. Ἕκαστον μέλος τῶν κλάσεων ἑνὸς ἢ δέκα μεριδίων δύναται νὰ ζητήσῃ, ἀνὰ πᾶσαν στιγμήν, νὰ συμπεριληφθῇ εἰς κλάσιν ἀνωτέραν ἐκείνης, εἰς τὴν ὁποίαν ἀνήκει.

ΤΕΛΙΚΟΝ ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟΝ

Εἰς τὴν ἱδρυτικὴν Συμφωνίαν τῆς Εὐρωπαϊκῆς Διασκέψεως Ὑπηρεσιῶν Ταχυδρομείων καὶ Τηλεπικοινωνιῶν

Κατὰ τὴν στιγμὴν τῆς ὑπογραφῆς τῆς συναφθείσης ἐν Μοντρὲ ὑπὸ σημερινὴν ἡμερομηνίαν Συμφωνίας, οἱ ἀντιπρόσωποι τῶν κάτωθι Ὑπηρεσιῶν συνεφώνησαν τὰ ἀκόλουθα.

Ἄρθρον 1.

Ἐπιτροπαὶ «Postes» καὶ «Télécommunications»

Κατὰ παρέκκλισιν τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 11 παρ. 1 αἱ Ἐπιτροπαὶ «Postes» καὶ «Télécommunications» ὡς καὶ αἱ ὁμάδες ἐργασίας ἐξουσιοδοτοῦνται ὅπως λειτουργήσουν πρὸ τῆς ἐνάρξεως τῆς ἰσχύος τῆς Συμφωνίας.

Ἄρθρον 2

Ἔξοδα σχετικὰ πρὸς τὴν ἱδρυτικὴν Συνέλευσιν τοῦ Μοντρὲ

Κατὰ παρέκκλισιν τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 11. παρ. 1, αἱ διατάξεις τοῦ ἄρθρου 10 δύνανται νὰ ἐφαρμοσθοῦν εἰς τὴν ἱδρυτικὴν Συνέλευσιν τοῦ Μοντρέ.

Εἰς πίστωσιν τούτου, οἱ ἀντιπρόσωποι τῶν κάτωθι Ὑπηρεσιῶν ὑπέγραψαν τὸ παρὸν τελικὸν πρωτόκολλον, τὸ ὁποῖον θέλει ἐπικυρωθῇ ταυτοχρόνως μετὰ τῆς Συμφωνίας.

Ἐγένετο ἐν Μοντρέ, τῇ 26ῃ Ἰουνίου 1959, εἰς γαλλικὴν γλῶσσαν, εἰς ἓν ἀντίτυπον, κατατεθὲν εἰς τὰ Ἀρχεῖα τῆς Ἑλβετικῆς Ὑπηρεσίας Ταχυδρομείων καὶ Τηλεπικοινωνιῶν, ἡ ὁποία θέλει διαβιβάσει ἓν κεκυρωμένον, ἀκριβὲς ἀντίγραφον τούτου, εἰς ἕκαστον μέλος.

Ἔπονται αἱ ὑπογραφαὶ τῶν ἀντιπροσώπων τῶν κάτωθι Ὑπηρεσιῶν :

Γερμανίας, Βελγίου, Δανίας, Ἱσπανίας, Φινλανδίας, Γαλλίας, Ἑλλάδος, Ἰρλανδίας, Ἰσλανδίας, Ἰταλίας, Λουξεμβούργου, Νορβηγίας, Ὁλλανδίας, Πορτογαλίας, Ἡνωμένου Βασιλείου, Μεγάλης Βρεταννίας καὶ Βορείου Ἰρλανδίας, Σουηδίας, Ἑλβετίας, Τουρκίας, Αὐστρίας.

ACCORD

Concernant l'établissement du trafic direct des wagons-poste sur la relation München - Istanbul - München.

ACCORD

Concernant l'établissement du trafic direct des wagons-poste sur la relation München-Istanbul-München, conclu entre les Administrations postales de l'Allemagne, de l'Autriche, de la République Populaire de Bulgarie, de la Grèce, de la Turquie et de la République Socialiste Fédérative de Yougoslavie.

Désireux d'accélérer le transport postal international en évitant la transbordement.

Tenant compte des dispositions du Règlement d'exécution de la Convention Postale Universelle.

Les Soussignés représentants des Administrations postales de l'Allemagne, de l'Autriche, de la République Populaire de Bulgarie, de la Grèce, de la Turquie et de la République Socialiste Fédérative de Yougoslavie sont convenus de ce qui suit :

Article 1.

Le trafic direct des wagons-poste est établi sur la relation München-Istanbul-München.

Les parties contractantes désigneront d'un commun accord par la voie de correspondance, avant l'entrée en vigueur d'un nouvel horaire des chemins de fer, quels trains seront utilisés pour le trafic direct des wagons-poste.

Article 2.

Le trafic visé à l'alinéa 1 de l'article 1 de cet Accord sera desservi par des wagons-poste à quatre essieux remplissant les conditions requises par le RIC (Règlement International des Chemins de fer) pour l'exécution de service ferroviaire international.

En outre, les wagons-poste doivent satisfaire aux besoins du service sur les territoires des Administrations paricipantes.

Article 3.

Chaque partie contractante participe au trafic visé à l'Article 1 de cet Accord en mettant à disposition ses wagons-poste pendant un nombre de jours déterminés au cours de l'année, proportion nellement à la longueur du trajet parcouru sur son territoire.

Article 4.

L'Administration postale sur le territoire de laquelle le wagon-poste est mis hors du trafic pour des raisons techniques, est ténue à le remplacer par son propre wagon-poste, sans égard à la proprieté du wagon mis hors du trafic et à communiquer le fait par la voie télégraphique à l'Administration postale, propriétaire du wagon.

Article 5.

En tant que l'une des Parties contractantes ne participe pas ses wagons-poste pendant la periode dont elle est chargée selon la longueur du trajet parcouru sur son territoire, elle acquittera les frais respectifs à la Partie contractante laquelle avait pris part au trafic par ses wagons-poste pendant ce temps-là sur la base de 0,05 franc-or par essieu/km conformément au RIC. Les dispositions du RIC sont aussi applicables pour le règlement des comptes provenant de ce service.

Article 6.

Chaque partie contractante acquitte aux Chemins de fer de son Pays les frais de traction des wagons-poste pour le parcours sur son territoire, en vertu de cet Accord

Article 7.

La responsabilité concernant les wagons-poste et les envois postaux en cas de dégats, sera réglée d'après le dispositions respectives du RIC et des Actes de l'UPU (UNION POSTALE UNIVERSELLE).

Article 8.

L'échange postal s'effectuera, en principe, dans les wagons-poste.

Article 9.

Aux fins d'accélérer la remise du courrier, les sacs doivent être répartis et groupés dans le wagon de la manière suivante :

a) sacs aux correspondances à étiquette rouge,

b) sacs aux correspondance à étiquette de couleurs autres que le rouge,

c) sacs aux colis postaux et

d) colis fragiles et ceux qui ne peuvent être inserés dans les sacs.

Article 10.

La livraison des dépêches s'effectuera au moyen des Bordereaux de livraison conformes au modèle C. 18, annexé au Règlement d'exécution de la Convention Postale Universelle.

Les sacs aux colis postaux et les colis acheminés à découvert seront remis au moyen des Bordereaux de livraison distincts.

Article 11.

En cas de différends survenus entre les Parties contractantes relativement à l'application et aux obligations de cet Accord les questions en litige seront reglées par jugement arbitral, conformément aux Actes de l'U.P.U.

Article 12.

Les wagons-poste sur la relation München-Istanbul-München seront mis en circulation dans les deux directions à partir du 30 mai 1965.

Article 13.

Le présent Accord restera en vingueur pour un temps indéterminé.

Chaque Partie contractante peut renoncer à cet Accord avec un préavis de trois mois .

Article 14.

Le présent Accord entrera en vingueur le jour où toutes le Parties contractantes se communiqueront mutuellement que cet Accord était approuvé par les autorités compétentes, si le cas se présente.

Cet accord est rédigé en six exemplaiires authentiques en langue française et chaque Partie contractante reçoit un exemplaire signé de la part de tous les Signataires.

Fait à Ljubljana, lre 1er avril 1965.

Pour l'Administration postale de l'Allemagne :
Dr. WILHELM FRIEDRICH.

Pour l'Administration postale de l'Autriche :
Dr JULIUS PAROUBEK.

Pour l'Administration postale de la Rep. Populaire de Bulgarie :
PETER BAYKUCHEV

Pour l'Administration postale de la Grèce :
GEORGES YANNOPOULOS

Pour l'Administration postale de la Turquie :
YUSUF TEZMAN
ABDULLAH BOYACIOGLU

Pour l'Administration postale de la Rép. Socialiste Fédérative de Yougoslavie :
DRAGUTIN PATAKI
Dr MILOMIR MICIC
IVAN JAVORNIK

ANNEXE

Selon l'obligation provenant de l'Article 1 de l'Accord concernant l'établissement du trafic direct des wagons-poste sur la relation München-Istanbul-München, les Administrations contractantes doivent participer-ayant en vue la longueur du trajet parcouru à travers les Pays intéressés-à la fourniture des wagons-poste afin d'exécuter le trafic sur la relation susmentionnée, d'après le tableau ci-dessous :

Administration de	Longueur du trajet (en deux sens) Km	%	wagon jour aller et retour	Remarquss
Allemagne	306	7,44	136	
Autriche	426	10,35	189	
Yougoslavie	1954	47,50	867	
Bulgarie	726	17,65	322	
Grèce	126	3,06	56	
Turquie	576	14,00	255	
Total	4114 Km	100 %	1825:365	5 —

Par conséquent, en ce qui concerne la furniture des wagons-poste les Administrations contractantes ont des obligations globales suivantes mettant à disposition (1) un wagon pendant le nombre de mois arrondi, notamment :

Allemagne	Autriche	Youg/vie	Bulgarie	Grèce	Turquie
5	6	29	10	2	8
cinq	six	vingt-neuf	dix	deux	huit

PLAN

De la fourniture des wagons-poste de la Part des Administrations Particulières. Valable a Partir du 30 mai 1965.

Mois	Allemagne	Autriche	Yougosl.	Bulgar.	Turq.
1965					
Juin	—	1	2	1	1
Juillet	—	1	2	1	1
Août	—	1	2	—	2
septembre	—	1	3	—	1
octobre	1	—	3	—	1
novembre	2	—	3	—	—
décembre	2	—	3	—	—
1966					
Janvier	—	—	3	2	—
février	—	—	3	2	—
mars	—	—	3	2	—
avril	—	1	2	1	1
mai	—	1	2	1	1
	5	6	31	10	8

+) La fourniture des wagons-poste prévue pour le mois de juin 1965 est valable à partir du 30 mai 1965, c.à.d. à partir du jour de l'entrée en vingueur du nouvel horaire des chemins de fer, entendu que, en date du 30 mai 1965 l'Administration de Turquie mettra en circulation son wagon dans le train Istanbul-München, tandis que le wagon-poste bulgare doit, le même jour, continuer sa circulation de Svilegrad jusqu'à Istanbul.

Le trafic ultérieur va se dérouler d'après le plan pour le mois de juin.

Etant donné que la participation à la fourniture des wagons-poste pour le besoin du trafic direct sur le relation München-Istanbul-München est comptabilisée approximativement, d'après le nombre de mois arrondi, après un an de circulation, les différences en wagon/jour seront comme il suit : D

Allemagne	Autriche	Yougoslav.	Bulgar.	Grèce	Turq.
+17	-4	+23	-18	—	-8

Ces différences seront réglées par un nouveau plan de la circulation des wagons-poste pour l'horaire des chemins de fer pour 1966/1967, ce dont les Administrations vont s'entendre par la voie de correspondance.

Pendant l'arrêt des wagons-poste dans les gares au terminus, c.à.d. à München et à Istanbul, ont lieu l'entretien de l'éclairage électrique et le nettoyage indispenseble de tous les wagons-poste.

ΣΥΜΦΩΝΙΑ

'Αφορῶσα τὴν καθιέρωσιν κατ' εὐθεῖαν κυκλοφορίας ταχ. βαγονίων ἐπὶ τῆς διαδρομῆς Μονάχου-Κωνσταντινουπόλεως-Μονάχου.

ΣΥΜΦΩΝΙΑ

'Αφορῶσα τὴν καθιέρωσιν κατ' εὐθεῖαν κυκλοφορίας ταχ/κῶν βαγονίων ἐπὶ τῆς διαδρομῆς Μονάχου-Κωνσταντινουπόλεως-Μονάχου, συναφθεῖσα μεταξὺ τῶν Ταχ. Ὑπηρεσιῶν Γερμανίας, Αὐστρίας, Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Βουλγαρίας, Ἑλλάδος, Τουρκίας καὶ Ὁμοσπόνδου Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαυίας.

Πρὸς τὸν σκοπὸν τῆς ἐπιταχύνσεως τῆς μεταφορᾶς τοῦ Διεθνοῦς Ταχυδρομείου δι' ἀποφυγῆς μεταφορτώσεων.

Ἐν ὄψει τῶν διατάξεων τοῦ Κανονισμοῦ ἐκτελέσεως τῆς Παγκοσμίου Ταχυδρομικῆς Συμβάσεως.

Οἱ ὑπογεγραμμένοι ἀντιπρόσωποι τῶν Ταχ/κῶν Ὑπηρεσιῶν τῆς Γερμανίας, Αὐστρίας, Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Βουλγαρίας, Ἑλλάδος, Τουρκίας καὶ Ὁμοσπόνδου Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαυίας συνεφώνησαν τὰ κάτωθι :

Ἄρθρον 1.

Καθιεροῦται μεταφορὰ τοῦ Διεθνοῦς Ταχυδρομείου διὰ ταχ. Βαγονίων κυκλοφορούντων κατ' εὐθεῖαν ἐπὶ τῆς γραμμῆς Μονάχου-Κωνσταντινουπόλεως-Μονάχου.

Τὰ συμβαλλόμενα μέρη θὰ καθορίζουν ἀπὸ κοινοῦ δι' ἀλληλογραφίας, πρὸ τῆς ἐνάρξεως ἰσχύος νέων σιδ/κῶν δρομολογίων ποῖαι ἁμαξοστοιχίαι θὰ χρησιμοποιῶνται διὰ τὴν κατ' εὐθεῖαν κυκλοφορίαν τῶν ταχ. βαγονίων.

Ἄρθρον 2.

Τὸ ἐν τῷ ἐδαφίῳ 1 τοῦ ἄρθρου 1 τῆς παρούσης Συμφωνίας ἀναφερόμενον Ταχυδρομεῖον θὰ μεταφέρεται διὰ τετραξονικῶν ταχ. βαγονίων πληρούντων τοὺς ὑπὸ τοῦ R.I.C. (Διεθνοῦς Κανονισμοῦ Σιδηροδρόμων) ἀπαιτουμένους ὅρους εἰς τὴν ἐκτέλεσιν τῆς Διεθνοῦς Σιδ/κῆς Ὑπηρεσίας.

Ἐπὶ πλέον τὰ ταχ. βαγόνια δέον ν' ἀνταποκρίνωνται εἰς τὰς ὑπηρεσιακὰς ἀνάγκας τῶν μετεχουσῶν Ὑπηρεσιῶν ὅταν εὑρίσκωνται ἐπὶ τῶν ἐδαφῶν των.

Ἄρθρον 3.

Ἕκαστον συμβαλλόμενον μέρος μετέχει εἰς τὴν μεταφορὰν τοῦ Ταχυδρομείου τοῦ ἀναφερομένου εἰς τὸ ἄρθρον 1 τῆς παρούσης συμφωνίας διὰ ταχ. βαγονίων ἐπὶ ἀριθμὸν ἡμερῶν κατ' ἔτος καθοριζόμενον ἀναλόγως τοῦ μήκους τῆς διανυομένης ἐπὶ τοῦ ἐδάφους του ἀποστάσεως.

Ἄρθρον 4.

Ἡ Ταχ. Ὑπηρεσία ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τῆς ὁποίας ἤθελεν ἀκινητοποιηθῇ Ταχ. βαγόνιον διὰ λόγους τεχνικούς, εἶναι ὑποχρεωμένη νὰ τὸ ἀντικαθιστᾷ μὲ ἴδικόν της βαγόνιον ἀνεξαρτήτως εἰς ποίαν χώραν ἀνήκει τὸ ἀκινητοποιηθὲν καὶ νὰ ἀνακοινῇ τὸ γεγονὸς διὰ τῆς τηλεγ/κῆς ὁδοῦ εἰς τὴν ἰδιοκτήτριαν τοῦ βαγονίου Ταχ. Ὑπηρεσίαν.

Ἄρθρον 5.

Ἐφ' ὅσον ἓν τῶν συμβαλλομένων μερῶν δὲν διαθέτει ταχ. βαγόνιον κατὰ τὴν περίοδον καθ' ἣν ἀναλόγως τοῦ μήκους τῆς ἐπὶ τοῦ ἐδάφους του διανυομένης ἀποστάσεως ὑποχρεοῦται νὰ διαθέτῃ τοιοῦτον, θὰ καταβάλλῃ τὰς ἀντιστοίχους δαπάνας εἰς τὸ συμβαλλόμενον μέρος τοῦ ὁποίου τὸ βαγόνιον ἐχρησιμοποιήθη κατὰ τὸ διάστημα τοῦτο, μὲ βάσιν 0,05 τοῦ χρυσοῦ φράγκου κατὰ χιλιομετρικὸν ἄξονα συμφώνως μὲ τὰς διατάξεις τοῦ R.I.C.

Αἱ διατάξεις τοῦ R.I.C. ἐφαρμόζονται ἐπίσης διὰ τὸν διακανονισμὸν τῶν λογαριασμῶν τῶν προερχομένων ἐκ τῆς ἐξυπηρετήσεως ταύτης.

Ἄρθρον 6.

Ἕκαστον συμβαλλόμενον μέρος πληρώνει εἰς τοὺς σιδηροδρόμους τῆς Χώρας του τὰς δαπάνας ἕλξεως τῶν ταχ. βαγονίων διὰ τὴν ἐπὶ τοῦ ἐδάφους του διαδρομὴν δυνάμει τῆς συμφωνίας ταύτης.

Ἄρθρον 7.

Ἡ εὐθύνη, ἐν περιπτώσει βλάβης ταχ. βαγονίων ἢ ταχ. ἀντικειμένων, θὰ διακανονίζεται κατὰ τὰς ἀντιστοίχους διατάξεις τοῦ R.I.C. καὶ τῶν πράξεων τῆς Παγκοσμίου Ταχ. Ἑνώσεως.

Ἄρθρον 8.

Ἡ ἀνταλλαγὴ τῶν ταχ. ἀποστολῶν θὰ διενεργῆται κατ' ἀρχὴν ἐντὸς τῶν ταχ. ὀχημάτων.

Ἄρθρον 9.

Πρὸς τὸν σκοπὸν ἐπιταχύνσεως τῆς παραδόσεως τοῦ Ταχ/μείου οἱ σάκκοι δέον νὰ διαχωρίζωνται καθ' ὁμάδας ἐντὸς τοῦ βαγονίου κατὰ τὸν ἀκόλουθον τρόπον :

α) Σάκκοι ἀλληλφίας μὲ ἐτικέττας χρώματος ἐρυθροῦ

β) Σάκκοι ἀλληλφίας μὲ ἐτικέττας λοιπῶν χρωμάτων πλὴν ἐρυθροῦ γ) Σάκκοι Ταχ. Δεμάτων.

δ) Δέματα εὔθρυπτα ὡς καὶ μὴ δυνάμενα νὰ ἐγκλεισθῶσι ἐντὸς τῶν σάκκων.

Ἄρθρον 10.

Ἡ παράδοσις τῶν ἀποστολῶν θὰ διενεργῆται βάσει καταστάσεων παραδόσεως συμφώνως πρὸς τὸ συνημμένον εἰς τὸν κανονισμὸν ἐκτελέσεως τῆς Παγκοσμίου Ταχ. Συμβάσεως ὑποδ. C 18.

Οἱ σάκκοι ταχ. δεμάτων, ὡς καὶ τὰ ἔξωθεν διαβιβαζόμενα δέματα θὰ παραδίδωνται βάσει χωριστῶν καταστάσεων παραδόσεως.

"Αρθρον 11.

'Εν περιπτώσει ἀσυμφωνιῶν ἀναφυομένων, μεταξὺ τῶν συμβαλλομένων μερῶν, σχετικῶς μὲ τὴν ἐφαρμογὴν καὶ τὰς ὑποχρεώσεις τῆς παρούσης συμφωνίας, τὰ ἐπίμαχα θέματα θὰ ρυθμίζωνται διὰ διαιτησίας συμφώνως πρὸς τὰς πράξεις τῆς Παγκοσμίου Ταχ. 'Ενώσεως.

"Αρθρον 12.

Τὰ ταχ. βαγόνια ἐπὶ τῆς γραμμῆς Μονάχου-Κωνσταντινουπόλεως-Μονάχου, θὰ τεθῶσιν εἰς κυκλοφορίαν πρὸς ἀμφοτέρας τὰς κατευθύνσεις τὴν 30ὴν Μαΐου 1965.

"Αρθρον 13.

'Η παροῦσα Συμφωνία θὰ ἰσχύσῃ ἐπὶ ἀπεριόριστον χρονικὸν διάστημα.

"Εκαστον συμβαλλόμενον μέρος δύναται νὰ ἀποχωρήσῃ τῆς παρούσης Συμφωνίας μετὰ πάροδον τριμήνου ἀπὸ τῆς σχετικῆς προειδοποιήσεως.

"Αρθρον 14.

'Η παροῦσα Συμφωνία θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύϊ ἀπὸ τῆς ἡμέρας καθ' ἣν ἅπαντα τὰ συμβαλλόμενα μέρη θὰ ἀνακοινώσουν ἀμοιβαίως ὅτι αὕτη ἐνεκρίθη ὑπὸ τῶν ἁρμοδίων 'Αρχῶν, ἐφ' ὅσον συντρέχει τοιαύτη περίπτωσις.

'Η παροῦσα συμφωνία συντάσσεται εἰς ἓξ αὐθεντικὰ ἀντίγραφα εἰς Γαλλικὴν γλῶσσαν, ἕκαστον δὲ συμβαλλόμενον μέρος λαμβάνει ἓν ἀντίγραφον ὑπογεγραμμένον ὑφ' ὅλων τῶν ὑπογραψάντων.

'Εγένετο εἰς Λουμπλιάναν τὴν 1ην 'Απριλίου 1965.

Διὰ τὴν Ταχ. 'Υπηρεσίαν Γερμανίας
DR. WILCHELM FRIEDRICH
Διὰ τὴν Ταχ. 'Υπηρεσίαν Αὐστρίας
DR. JULIUS PAROUBEK
Διὰ τὴν Ταχ. 'Υπηρεσίαν Λαϊκῆς Δημοκρατίας Βουλγαρίας
PETER BAYKUCHEN
Διὰ τὴν Ταχ. 'Υπηρεσίαν 'Ελλάδος
GEORGES YANNOPOYLOS
Διὰ τὴν Ταχ. 'Υπηρεσίαν Τουρκίας
YUSUF TEZMAN
ABDULLAH BOYACIOGLU
Διὰ τὴν Ταχ. 'Υπηρεσίαν 'Ομοσπόνδου Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας Γιουγκοσλαυίας
DRACUTIN PATAKI
DR. MILOMIR MICIC
IVAN JAVORNIK

ΣΥΜΠΛΗΡΩΜΑ

Κατὰ τὰς ὑποχρεώσεις τὰς ἀπορρεούσας ἐκ τοῦ ἄρθρου 1 τῆς συμφωνίας τῆς ἀφορώσης τὴν καθιέρωσιν κατ' εὐθεῖαν κυκλοφορίας ταχ. βαγονίων ἐπὶ τῆς διαδρομῆς Μονάχου-Κωνσταντινουπόλεως-Μονάχου αἱ συμβαλλόμεναι ὑπηρεσίαι ὀφείλουν νὰ συμμετέχουν ἀναλόγως πρὸς τὸ μῆκος τῆς διανυομένης εἰς τὸ ἔδαφος τῶν ἐνδιαφερομένων χωρῶν ἀποστάσεως, εἰς τὴν διάθεσιν ταχ. βαγονίων διὰ τὴν μεταφορὰν τοῦ διεθνοῦς Ταχυδρομείου ἐπὶ τῆς ἀνωτέρω διαδρομῆς, κατὰ τὰς ἐνδείξεις τοῦ κάτωθι πίνακος :

'Υπηρεσίαι	Μῆκος διαδρομῆς καὶ κατὰ % τὰς δύο κατευθύνσεις	Βαγόνια-ἡμέραι Aller et Retour		Παρατηρήσεις
	εἰς Χ.Μ.			
Γερμανίας	306	7,44	136	
Αὐστρίας	426	10,35	189	
Γιουγκοσλαβίας	1954	47,50	867	
Βουλγαρίας	726	17,65	322	
'Ελλάδος	126	3,06	56	
Τουρκίας	576	14,00	255	
Σύνολον	4114 χιλ.	100 %	1825 : 365 = 5	

Κατὰ συνέπειαν, ὅσον ἀφορᾷ τὴν διάθεσιν ταχ. βαγονίων αἱ συμβαλλόμεναι ὑπηρεσίαι ὑποχρεοῦνται νὰ διαθέτουν ἐφ' ἅπαξ ἓν ὄχημα κατὰ τὸ ἀκόλουθον χρονικὸν διάστημα, στρογγυλοποιημένον εἰς ἀκεραίους μῆνας.

Γερμαν.	Αὐστρία	Γιουγκ/βία	Βουλγαρ.	'Ελλὰς	Τουρκία
5	6	29	10	2	8
πέντε	ἕξ	εἴκοσι ἐννέα	δέκα	δύο	ὀκτώ

ΣΧΕΔΙΟΝ

Διαθέσεως ταχ. βαγονίων ἐκ μέρους τῶν ταχ. 'Υπηρεσιῶν ἀπὸ 30ης Μαΐου 1965

Μῆνες	Γερμαν.	Αὐστρία	Γιουγκ/βία	Βουλγαρ.	Τουρκία
1965					
'Ιούνιος	—	1	2	1	1
'Ιούλιος	—	1	2	1	1
Αὔγουστος	—	1	2	—	2
Σεπτ/βριος	—	1	3	—	1
'Οκτωβρ.	1	—	3	—	1
Νοέμβρ.	2	—	3	—	—
Δεκ/βριος	2	—	3	—	—
1966					
'Ιανουάρ.	—	—	3	2	—
Φεβρουάρ.	—	—	3	2	—
Μάρτιος	—	—	3	2	—
'Απρίλιος	—	1	2	1	1
Μάϊος	—	1	2	1	1
	5	6	31	10	8

'Η διάθεσις τῶν ταχ. βαγονίων τῶν προβλεπομένων διὰ τὸν μῆνα 'Ιούνιον 1965 ἰσχύει ἀπὸ 30ης Μαΐου 1965 ἤτοι ἀπὸ τῆς ἡμέρας ἰσχύος τῶν νέων σιδηροδρομικῶν δρομολογίων. Γνωστὸν ὅτι τὴν 30ὴν Μαΐου 1965 ἡ Τουρκικὴ 'Υπηρεσία θὰ θέσῃ εἰς κυκλοφορίαν τὸ βαγόνιόν της εἰς τὴν ἀμαξοστοιχίαν Κωνσταντινουπόλεως-Μονάχου ἐνῶ τὸ ταχ. ὄχημα τῆς Βουλγαρίας πρέπει νὰ συνεχίσῃ τὴν ἰδίαν ἡμέραν τὴν διαδρομήν του ἀπὸ Σβίλεγκραντ μέχρι Κωνσταντινουπόλεως.

Τὸ μετὰ τὴν 30ὴν Μαΐου 1965 Ταχυδρομεῖον θὰ διαβιβάζεται συμφώνως πρὸς τὸ προβλεπόμενον σχέδιον τοῦ μηνὸς 'Ιουνίου.

Δεδομένου ὅτι ἡ συμμετοχὴ εἰς τὴν διάθεσιν τῶν ταχ. βαγονίων διὰ τὰς ἀνάγκας τοῦ διεθνοῦς Ταχυδρομείου ἐπὶ τῆς διαδρομῆς Μονάχου-Κωνσταντινουπόλεως-Μονάχου, ἔχει ὑπολογισθῇ κατὰ προσέγγισιν βάσει τοῦ ἀριθμοῦ στρογγυλοποιημένων μηνῶν, μετὰ ἓν ἔτος κυκλοφορίας αἱ διαφοραὶ εἰς βαγόνια ἡμέρας θὰ εἶναι αἱ ἀκόλουθοι :

Γερμαν.	Αὐστρία	Γιουγκ/βία	Βουλγαρ.	'Ελλὰς	Τουρκία
+17	−4	+23	−18	—	−8

Αἱ διαφοραὶ αὗται θὰ διακανονισθοῦν ἀπὸ ἓν νέον σχέδιον κυκλοφορίας ταχ. βαγονίων διὰ τὰ σιδ. δρομολόγια διετίας 1966-1967 διὰ τὸ ὁποῖον αἱ ὑπηρεσίαι θὰ συνεννοηθῶσι δι' ἀλληλογραφίας.

Κατὰ τὴν στάθμευσιν τῶν ταχ. βαγονίων εἰς τοὺς ἀκραίους σταθμοὺς δηλ. εἰς Μόναχον καὶ Κωνσταντινούπολιν θὰ γίνεται συντήρησις τοῦ ἠλεκτροφωτισμοῦ των καὶ ὁ ἀπαραίτητος καθαρισμός των.

ΕΚ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ